

Seite 16
Regions

«Le monde politique a besoin de gens qui s'investissent», estime la radicale Christelle Luisier

INTERVIEW · Première citoyenne de Payerne, Christelle Luisier Brodard fera bientôt partie de l'état-major du Département vaudois des finances. Rencontre avec une trentenaire mère de famille, engagée en politique.

Anne-claire loup

Elle fait partie des gens pour qui la vie n'est pas un long fleuve tranquille. Jeune trentenaire, Christelle Luisier Brodard sait mener sa barque. Avec un inoxydable enthousiasme. Avocate et mère de deux enfants, cette radicale engagée vient de trouver son nouveau port d'attache: elle assurera dès avril la direction juridique du Département vaudois des finances.

Présidente du Législatif payernois et ancienne constituante, elle croit à l'engagement citoyen. Sans naïveté ni angélisme. Simplement parce que la vie est parfois plus belle à contre-courant des idées reçues.

Vous faites partie de la relève active du Parti radical. Qu'est-ce qui vous a donné le goût de la politique?

C'est un peu un hasard. Mes parents tenaient le café de la Poste, à Payerne. J'ai donc grandi au milieu des discussions de table ronde et de politique locale. Un jour, un voisin radical m'a proposé d'entrer au Conseil communal. Je ne me suis pas tellement posé la question du parti, j'avais surtout envie de m'impliquer dans la vie locale.

Vous auriez pu en rester là...

Il y a très vite eu la Constituante. Je me suis retrouvée présidente du groupe radical et là, j'ai mordu à fond. J'ai dû mener une équipe avec ce que cela suppose d'intrigues et de compromis. J'ai appris à défendre des idées et à rassembler un groupe autour d'un projet. Là, j'ai sauté dix étapes!

Vous faites donc partie des gens qui pensent que la politique peut changer les choses?

Oui. Parce que j'ai fait l'expérience qu'en s'engageant vraiment on peut faire bouger des choses, malgré l'inertie du système. Je ne suis pas naïve: je ne vais pas faire la révolution. Mais les «tous pourris» et les «yaka», c'est un discours qui m'horripile. Il est typique de ceux qui râlent sans jamais s'impliquer. Le monde politique a besoin de gens qui s'investissent.

Le «grand vieux parti» ne vous a jamais déçu?

Il y a des jours de découragement. Mais c'est comme d'être fâché contre les gens qu'on aime le plus. J'ai encore l'illusion de croire qu'il vaut mieux être à l'intérieur pour changer les choses. Je me retrouve dans les valeurs de liberté et de responsabilité de ce parti.

Vous ferez bientôt partie de l'état-major du ministre radical Pascal Broulis. Votre couleur politique vous a aidée?

Les candidats au poste devaient avoir une «sensibilité politique». Cela suppose la connaissance du milieu politique, une certaine

vision de l'Etat, voire une expérience en politique. Pas forcément une étiquette radicale.

Qu'est-ce qui vous attend?

La direction juridique du département. J'aurai l'oeil sur tous les projets qui en sortent, en particulier les projets de loi. Mais l'intérêt du poste, c'est surtout qu'il mêle le juridique et le politique, ce n'est pas un job purement administratif. C'est aussi une manière de voir la politique de l'autre côté, de participer à la construction d'une stratégie.

Du coup, vous allez passer votre tour au Grand Conseil?

C'est le seul crève-coeur! Ce poste, c'est 95% de bonheur et 5% de regrets puisqu'il est incompatible avec la députation. Ethiquement, c'est impossible de jouer sur les deux tableaux. I

Mais où sont les femmes?

Les listes pour les prochaines élections le démontrent: que les femmes peinent à s'engager en politique. Quelle est votre explication?

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé. Je ne sais plus ce que c'est: un désintérêt général pour la chose publique? La peur de ne pas être à la hauteur ou de ne pas pouvoir tout gérer? Il est clair qu'à partir d'un certain niveau c'est le cas. Sans soutien au niveau de la famille, c'est mission impossible.

Les femmes ne manquent-elles pas de modèles?

Possible. Je me dis parfois qu'il faut «être hara-kiri» pour cumuler un job, une famille et un mandat politique. Sans compter qu'on n'échappe pas aux remarques... Je pense que les hommes n'ont pas ce poids de culpabilité, ils ne se posent pas les mêmes questions.

Les femmes engagées politiquement écopent souvent du «social»: un cliché?

Une réalité. La politique sociale est parfois mal perçue mais c'est oublier qu'elle est en lien direct avec l'économie. Si je me suis battue sur des questions de politique familiale c'est dans une perspective de développement régional. La Broye ne décollera pas sans des structures d'accueil et de formation de qualité. I

DU TAC AU TAC

Vos héros dans la vraie vie?

- Mes parents.

Le talent que vous n'avez pas?

- Le talent artistique, hélas!

La fois où vous vous êtes dit: «la vie vaut la peine d'être vécue»?

- Le jour de mon mariage.

L'invention qui a changé le XXe siècle?

- L'ordinateur.

Trois mots qui disent la politique?

- Engagement, responsabilité, enthousiasme.

Une musique pour la vie?

- Les Beatles.

La mer ou la montagne?

- La mer.

A quoi avez-vous renoncé?

- A tout pouvoir mener de front. Il faudrait avoir dix vies...

Ce que vous aimez chez vous?

- Une certaine sincérité.

bio express

> Naissance: à Sion le 27 septembre 1974.

>Origines: Valaisanne par son père, Fribourgeoise par sa mère.

>Famille: mariée, mère de deux enfants (3 ans et 2 mois).

>Formation: juriste à Fribourg puis brevet d'avocate à Lausanne.

>Activité professionnelle: avocate. Dès avril 2006, secrétaire générale adjointe au Département vaudois des finances.

>Parcours politique: Conseillère communale radicale dès 97 puis constituante (présidente du groupe radical) de 99 à 2002. Première des viennent-ensuite pour la députation radicale de l'arrondissement de Payerne. Actuelle présidente du PRD de l'arrondissement et présidente du Conseil communal.

Seite 16
Regions

«Le monde politique a besoin de gens qui s'investissent», estime la radicale Christelle Luisier

INTERVIEW · Première citoyenne de Payerne, Christelle Luisier Brodard fera bientôt partie de l'état-major du Département vaudois des finances. Rencontre avec une trentenaire mère de famille, engagée en politique.

Anne-claire loup

Elle fait partie des gens pour qui la vie n'est pas un long fleuve tranquille. Jeune trentenaire, Christelle Luisier Brodard sait mener sa barque. Avec un inoxydable enthousiasme. Avocate et mère de deux enfants, cette radicale engagée vient de trouver son nouveau port d'attache: elle assurera dès avril la direction juridique du Département vaudois des finances.

Présidente du Législatif payernois et ancienne constituante, elle croit à l'engagement citoyen. Sans naïveté ni angélisme. Simplement parce que la vie est parfois plus belle à contre-courant des idées reçues.

Vous faites partie de la relève active du Parti radical. Qu'est-ce qui vous a donné le goût de la politique?

C'est un peu un hasard. Mes parents tenaient le café de la Poste, à Payerne. J'ai donc grandi au milieu des discussions de table ronde et de politique locale. Un jour, un voisin radical m'a proposé d'entrer au Conseil communal. Je ne me suis pas tellement posé la question du parti, j'avais surtout envie de m'impliquer dans la vie locale.

Vous auriez pu en rester là...

Il y a très vite eu la Constituante. Je me suis retrouvée présidente du groupe radical et là, j'ai mordu à fond. J'ai dû mener une équipe avec ce que cela suppose d'intrigues et de compromis. J'ai appris à défendre des idées et à rassembler un groupe autour d'un projet. Là, j'ai sauté dix étapes!

Vous faites donc partie des gens qui pensent que la politique peut changer les choses?

Oui. Parce que j'ai fait l'expérience qu'en s'engageant vraiment on peut faire bouger des choses, malgré l'inertie du système. Je ne

suis pas naïve: je ne vais pas faire la révolution. Mais les «tous pourris» et les «yaka», c'est un discours qui m'horripile. Il est typique de ceux qui râlent sans jamais s'impliquer. Le monde politique a besoin de gens qui s'investissent.

Le «grand vieux parti» ne vous a jamais déçu?

Il y a des jours de découragement. Mais c'est comme d'être fâché contre les gens qu'on aime le plus. J'ai encore l'illusion de croire qu'il vaut mieux être à l'intérieur pour changer les choses. Je me retrouve dans les valeurs de liberté et de responsabilité de ce parti.

Vous ferez bientôt partie de l'état-major du ministre radical Pascal Broulis. Votre couleur politique vous a aidée?

Les candidats au poste devaient avoir une «sensibilité politique». Cela suppose la connaissance du milieu politique, une certaine vision de l'Etat, voire une expérience en politique. Pas forcément une étiquette radicale.

Qu'est-ce qui vous attend?

La direction juridique du département. J'aurai l'oeil sur tous les projets qui en sortent, en particulier les projets de loi. Mais l'intérêt du poste, c'est surtout qu'il mêle le juridique et le politique, ce n'est pas un job purement administratif. C'est aussi une manière de voir la politique de l'autre côté, de participer à la construction d'une stratégie.

Du coup, vous allez passer votre tour au Grand Conseil?

C'est le seul crève-cœur! Ce poste, c'est 95% de bonheur et 5% de regrets puisqu'il est incompatible avec la députation. Ethiquement, c'est impossible de jouer sur les deux tableaux. I